

Héritiers inattendus du régime tsariste

Octobre 1917 à l'épreuve de l'histoire

Moshe Lewin

La révolution d'Octobre a profondément marqué l'histoire du XXe siècle (1). Elle a suscité de nombreuses polémiques, des justifications et des proclamations idéologiques, des images d'Epinal et des condamnations sans appel qui se confondent, pour de nombreux observateurs, avec la réalité. La perpétuation de ces représentations ancrées dans l'événement fondateur que fut la prise du Palais d'hiver contribue à masquer, dans l'esprit de beaucoup, la réalité. Ainsi, en 1917, ce qui prédominait était le bouleversement général (armée, police, appareil d'Etat, milieux économiques, opinions et perception de la vie politique) et un chaos qui allait profondément peser sur les choix des bolcheviks.

A plusieurs reprises d'ailleurs, ce qui se joue sur la scène soviétique n'a pas de rapport avec le décor et les discours. Conséquence : une histoire pleine de surprises car elle a pour cadre un espace porteur de crises, où les facteurs de décomposition ont agi avec une violence particulière et où les facteurs de recomposition ont pris des formes surprenantes.

Tout système, présent ou passé, doit être analysé du point de vue de ses forces vives, de sa capacité ou non à se réformer, et donc à trouver une nouvelle vitalité en abandonnant une orientation dangereuse. Les idéologies sont souvent aveuglantes, car elles pratiquent l'autocélébration : elles amènent les êtres humains à oublier que le régime sous lequel ils vivent et qu'ils considèrent comme plus souhaitable a commencé à fonctionner selon d'autres règles, sous l'action de facteurs économiques et sociaux dissolvants, capables de le vider de sa substance et de n'en laisser subsister que les apparences. Une telle situation peut être comparée à un théâtre où le décor et l'action n'ont rien à voir. Le décor est celui d'une autre pièce, appartenant à une autre époque ; quant à l'action qui se joue, elle mène tout à fait ailleurs.

Les crises et les phases de décomposition font partie intégrante du cours de l'histoire. Souvent, elles marquent la fin d'une ère, d'un système. Dans quelques cas, si certaines forces (intérieures ou extérieures) existent, s'ouvre alors une nouvelle page, parfois appelée " révolution ". On notera qu'un grand nombre d'auteurs parlent de la révolution " accomplie " par les bolcheviks, ce qui, souvent, sous-entend qu'ils en seraient " coupables ".

Cette lecture des événements est tout simplement lamentable. Elle traduit une totale ignorance de ce qui s'est passé en septembre et octobre 1917, quand plus rien ne fonctionnait en Russie, que la paralysie du pouvoir était totale et que dans tout le pays on allait vers des jacqueries à grande échelle, vers la guerre civile, bref, vers un chaos généralisé. La révolution (car c'est bien ce qui allait se passer) n'a été qu'une réponse à ce chaos croissant et à la perspective d'une disparition pure et simple de la Russie comme Etat-nation.

Un gouvernement " épuisé "

Bref, ce n'est pas la révolution qui a déclenché la crise : c'est une crise très profonde qui a été résolue par la révolution menée par les bolcheviks, après que les autres forces, qui essayaient désespérément de contrôler la situation, n'eurent fait que l'approfondir. Contrairement à certaines idées reçues, à ce moment-là le régime politique officiel, symbolisé par le gouvernement provisoire mis en place après la chute du tsarisme en février 1917, n'est qu'un décor - il ne s'y passe rien. Il est " épuisé " et fini. Il n'y a pas de pouvoir d'Etat, juste un semblant.

L'idée que les bolcheviks ont " pris le pouvoir " (à quelqu'un) ignore complètement la réalité : nul ne détenait quelque pouvoir que ce soit, dont il aurait été écarté. Non seulement les bolcheviks ne prennent le pouvoir à personne, mais ils doivent le créer. Comme Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, l'a écrit par la suite, au départ les bolcheviks n'avaient rien, excepté des slogans comme " socialisme ", " révolution ", abolition des privilèges et des titres (aristocratie, bureaucratie). L'élément-clé de leur succès, ne l'oublions pas, est l'appel adressé aux paysans pour qu'ils s'approprient la terre qu'ils cultivent et qu'ils considèrent comme leur. Une telle mesure aurait pu sauver le gouvernement provisoire s'il l'avait adoptée, mais ce dernier courait après les représentants des propriétaires : il était convaincu que le socialisme était impossible - une conclusion erronée à partir d'un constat juste.

Certes, le socialisme était impossible, mais les dirigeants du gouvernement provisoire refusaient de comprendre qu'une révolution démocratique bourgeoise l'était tout autant. C'est là le drame des partis politiques engagés dans les coalitions entre février et novembre 1917 : le chaos s'étendait, et ils n'arrivaient ni à le comprendre ni à le maîtriser. Ceux qui passent à l'action et finalement l'emportent prennent des risques considérables, non pas parce que les blancs (les monarchistes) regroupent déjà leurs forces (contre le gouvernement provisoire), mais à cause de la sévérité de la crise et des vagues de fond provoquées par un bouleversement complet de la société.

Les bolcheviks vont donc l'emporter, mais le parti victorieux n'est au pouvoir, au départ, que nominalement, comme une simple enseigne. Il ne pouvait pas tenir dans la fournaise des événements, face à l'afflux en masse de nouveaux membres et à l'énorme pression des tâches à accomplir, auxquelles ni son expérience d'avant la révolution ni son caractère ne l'avaient préparé. Car ce parti a bel et bien existé, avec une réelle démocratie interne, mais il n'a pas survécu à la tourmente, non pas à cause de la guerre civile (les bolcheviks en sont sortis vainqueurs), mais en raison de la pression exercée par les innombrables tâches administratives et de construction de l'Etat. En 1921, juste avant de lancer la nouvelle politique économique (NEP), une période de pause après le " communisme de guerre ", Lénine comprend qu'il doit construire un nouveau parti : le bolchevisme, qui a encore fait la preuve de sa capacité d'action durant la guerre civile, n'est plus qu'une coquille vide.

Avec la fin de la guerre civile (1921), l'action change même si le décor demeure. Les bolcheviks sont installés au pouvoir, mais nombre de livres consacrés au sujet ne comprennent pas que continuer à parler de " bolcheviks " revient à évoquer un fantôme. La pièce qui se joue, et ce pourrait être son titre, est la transformation d'un parti révolutionnaire en une classe d'administrateurs.

Plus précisément, deux scénarios s'affrontent dans ce décor : définir l'esprit du régime né de la révolution, tel est l'enjeu. Je l'ai montré dans *Le Siècle soviétique*, l'affrontement entre Lénine et Joseph Staline est un choc entre deux programmes politiques profondément antagoniques, et non

entre deux factions au sein du même parti. Si nous gardons à l'esprit la disparition du bolchevisme authentique, le combat oppose un Lénine engagé dans une tentative de définition d'un programme pour un nouveau camp politique, qui soit adapté à la situation entièrement nouvelle née de la guerre civile, et un Staline en train de formuler sa propre conception de ce que doit être l'Etat (avec lui à la tête), laquelle se fonde sur des prémisses qui n'ont rien à voir avec le bolchevisme et qui expriment surtout sa vision d'un pouvoir personnel pris comme but en soi, nourrie par sa perception de l'histoire de la Russie : ce que cela a signifié dans le passé et implique pour le présent. Les programmes qui s'opposent frontalement en 1922-1923, en premier lieu avec le débat sur la formation de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) (2), s'excluent l'un l'autre et ne cherchent pas à dissimuler leur caractère antagonique. Ce combat s'achève avec la maladie puis la mort de Lénine en janvier 1924.

Le stalinisme (3) offre un bon exemple de ce que peut signifier le vieillissement d'un système et pose même la question de savoir si, dans ce cas, sa longévité n'était pas " génétiquement prédéterminée " du fait de son incapacité à se réformer : le stalinisme ne pouvait pas être autre chose que ce qu'il était, un système hautement sécuritaire construit pour et autour d'un autocrate, et à ce titre non réformable. C'était aussi la raison pour laquelle le stalinisme, en raison de l'impact des changements intervenus dans la société du fait même de la politique de l'Etat, ne pouvait que creuser sa propre tombe.

Lorsqu'on étudie Staline, on comprend que sa lutte permanente contre le passé révolutionnaire venait de ce que ce passé ne lui offrait aucune sécurité - il n'avait pas suivi ses enseignements, il leur était même hostile, comme l'a montré son combat en faveur d'une Union soviétique chauvine grand-russe. Sa recherche d'un passé qui lui convienne le mieux n'est donc pas surprenante, et pas plus le fait qu'il ait convoqué l'héritage de l'autocratie pour définir les grandes lignes de ce que devait être l'URSS. Seul le tsarisme lui conférait la légitimité qu'il cherchait, car le pouvoir sous le tsar s'exerçait sans intermédiaires, pris et reçu directement de Dieu.

Plus étonnant, en revanche, fut qu'il emprunta systématiquement des structures idéologiques de la Russie tsariste pendant la seconde guerre mondiale et après. Cela révèle que Staline faisait fi du fait, pourtant bien établi, que ce régime avait épuisé toutes ses possibilités au moment de la première guerre mondiale. Le maître du Kremlin semble ignorer que le modèle qu'il voulait adopter était porteur de crises et qu'il en était mort - sans même parler de son modèle préféré, Ivan le Terrible (4), qui avait plongé le pays dans une sombre période de troubles.

Le régime stalinien va connaître un destin comparable au moment même où, paradoxalement, il apparaît, pour le monde entier, au sommet de sa gloire, à la suite de l'écrasement du nazisme. Le système cesse alors de fonctionner et entre dans une phase de déclin alors que son chef, dirigeant d'une superpuissance victorieuse, bénéficie d'un prestige maximal. Mais c'est une superpuissance aux pieds d'argile, et tous les compagnons de Staline le savent.

Ce point mérite que l'on s'y arrête. Le régime tsariste n'avait pas de rédempteur, aucun héritier légitime et capable. Le régime stalinien, lui, en avait, parmi le groupe de proches compagnons de Staline qui attendaient impatiemment le moment où ils pourraient se mettre au travail et revitaliser un régime aux dysfonctionnements aberrants. Au moment où celui-ci dénonce les " *cosmopolites* " qui se " *prosternent devant l'Ouest* ", où les hauts fonctionnaires doivent revêtir un uniforme et où leurs titres viennent directement de la table des rangs mise en place par Pierre le Grand, où les intellectuels juifs sont liquidés, où des hauts responsables sont assassinés (affaire de Leningrad (5))

et où s'ouvre le procès des " blouses blanches " (6), il était difficile de prévoir que l'URSS avait encore devant elle une période de développement spectaculaire.

De fait, une partie des proches compagnons de Staline, supposés être des stalinien de choc (certains l'étaient effectivement !), passent à l'action pour éliminer le gâchis dû à leur chef. Ils le font assez rapidement après son décès en mars 1953, et de façon radicale, en promouvant une série de réformes importantes qui se concrétiseront lors du XXe Congrès du Parti communiste soviétique de 1956.

A plusieurs reprises, nombre de personnes, dont la haine de l'URSS correspond à un besoin psychologique que je peine à comprendre, ont été choquées lorsque j'ai affirmé que la suppression du goulag fut l'une des premières mesures adoptées par la direction poststalinienne. Il me semble en effet décisif de distinguer le goulag sous Staline, en tant que complexe économico-industriel du ministère des affaires intérieures (MVD), du système des camps, profondément réformé, qui subsiste dans la période qui suit la mort de Staline (7).

A ce propos, on peut s'interroger sur cette fixation de l'Occident sur le goulag, sur les raisons pour lesquelles il a accepté sans la moindre réserve le discours mettant un trait d'égalité entre le goulag et le régime soviétique, assimilé au mal absolu. Il a salué le tenant de cette thèse, Alexandre Soljenitsyne, comme un prophète. Or ce dernier défendait une idéologie passéiste. Il haïssait les sociaux-démocrates regroupés autour de la revue *Novi Mir* et son rédacteur Alexandre Tvardovski. Il était un ennemi juré de la démocratie occidentale. Peut-être ce prêcheur d'une orthodoxie moyenâgeuse était-il nécessaire pour combler le vide idéologique de la guerre froide ?

Le système soviétique a connu encore un autre cycle de déclin avec la période dite de " stagnation ", qui commence à la fin des années 1960. Cette période pose une nouvelle question, celle des orientations contradictoires au sein du système, produites par l'apparition de vecteurs essentiels de changement. L'urbanisation, la modernisation à grande échelle du pays étaient devenues des phénomènes incontestables. Même si la part de la population vivant dans les campagnes restait importante, désormais la majorité des citoyens habitaient dans des villes, avaient reçu une éducation et étaient familiarisés avec les nouvelles technologies. Le statut des femmes avait également connu des améliorations importantes. Ces transformations considérables de la société eurent aussi des effets indirects sur la population rurale, qui, sans se déplacer vers les villes, en adopta largement le mode de vie.

Ce mouvement rapide a donné naissance à une société urbaine relativement nouvelle. Cette urbanisation était " jeune ", alors que l'Etat bureaucratifié, apparenté au système tsariste, était " vieux ". En dépit de sa relative jeunesse, le système mis en place après 1917 avait prématurément vieilli.

Erreur de diagnostic

Cela nous renvoie à la question des signes de vitalité. L'Etat soviétique est totalement bureaucratique et pratique un centralisme rigoureux avec un contrôle par en haut. Pourtant, le pouvoir au sommet était devenu entièrement dépendant de la machine bureaucratique, principalement celle des ministères, qui avait réussi à contraindre le sommet à marchander avec elle; progressivement, elle avait fait en sorte que ce marchandage tourne en sa faveur, et avait même

fini par cesser de répondre aux ordres. Cette machine bureaucratique s'est transformée en un monstre mû par sa propre logique et qui a entraîné le système vers l'abîme.

Le point fondamental est que le centre a perdu le pouvoir et sa capacité de contrôler les événements. Il s'est révélé incapable de faire ce que les systèmes doivent faire s'ils ne veulent pas disparaître, à savoir se réformer, s'adapter aux changements, changer de stratégie et d'orientation politique, gagner de nouveaux alliés et engager la bataille contre les principaux obstacles. Le système s'était dépolitisé et ne pouvait imposer quoi que ce soit à qui que ce soit. Symboliquement, le pays était dirigé par Leonid Brejnev, un secrétaire général à l'agonie, sinon déjà mort.

La dépolitisation, au sens de la perte de toute capacité à faire de la politique, n'est pas seulement un symptôme : elle signifie que l'on a atteint un point de non-retour. Elle confirme l'idée qu'il n'existait plus de " parti dirigeant " au sens d'une organisation capable de développer une activité politique conséquente. Un tel parti aurait évité la dépendance déplorable à l'égard de cette masse de hauts responsables d'administrations les plus diverses, uniquement soucieux de leur propres intérêts et chapeautant une armée gigantesque de dirigeants occupés à " privatiser " les entreprises qu'ils étaient censés administrer.

Des analystes, des planificateurs, des écrivains publiaient, mettaient en garde, prédisaient la catastrophe, mais le sommet était paralysé. A cette époque (de la fin des années 1960 aux années 1980), tout mouvement, dans quelque direction que ce soit, était considéré comme fatal. La légende, largement répandue, selon laquelle l'Union soviétique s'est écroulée à cause des dépenses insupportables causées par la guerre froide et la course aux armements n'est, pour dire les choses avec retenue, qu'une erreur de diagnostic. L'interlude de Iouri Andropov (secrétaire général du parti entre 1982 et 1984) est très intéressant, mais fut trop bref pour être probant. Cette courte période présentait des éléments qui auraient pu contribuer à la repolitisation du système et à le mobiliser pour des réformes urgentes dans les domaines économique et politique. Les conditions du succès étaient là.

La faillite de l'URSS est riche de leçons sur les systèmes, leurs transformations, leurs vantardises, leur vieillissement, leurs crises. Parler de vieillissement revient à poser qu'un système passe par différentes étapes durant lesquelles un régime fait preuve d'un dynamisme considérable pour ensuite connaître des périodes de stagnation et de déclin, suivies par de nouvelles phases dynamiques. Ces différents moments peuvent être vus comme les maillons d'une même chaîne tant que le système en cause peut encore être identifié comme tel et qu'il n'est pas incurable.

Ces phénomènes et leur pertinence seront mieux compris si l'on compare l'URSS et la Chine. Incontestablement, on peut établir un certain parallélisme entre les deux régimes : celui de Mao Zedong tout comme celui de Staline ont connu de " grands bonds en avant ", suivis dans chacun des deux pays par des périodes de stagnation et de déclin, puis par des formes de reprise. Pourtant, les deux régimes ont connu des évolutions très différentes.

Le système soviétique, pourtant beaucoup plus développé, a sombré dans une phase de stagnation et s'est révélé incapable d'engager des réformes significatives pourtant indispensables et pour lesquelles le pays était prêt. En revanche, le système chinois (qui relève du même type de système politique que le soviétique) a su lancer des réformes spectaculaires, alors même qu'il n'était pas très différent du régime de Staline ; il était de loin plus répressif et contrôlait plus sévèrement la société que le régime soviétique à la même époque. Cela montre que le problème n'est pas celui des "

régimes communistes " tant décriés, mais qu'il tient aux capacités des directions, à certaines étapes, de se transformer ou non.

Le caractère socialiste, ou en tout cas émancipateur, de la révolution d'Octobre ne fait aucun doute. En revanche, peut-on parler d'un Etat soviétique socialiste ? Il est difficile de soutenir une telle thèse. Le fait qu'il se soit désigné lui-même comme " socialiste ", avec un parti " communiste ", n'a d'autre pertinence que celle des slogans et des affiches officielles. Le socialisme est une forme de démocratie qui dépasse toutes les formes pouvant exister dans le monde capitaliste. Cela ne nous dit rien du type de système économique qu'une telle démocratie pourrait souhaiter mettre en place ; disons simplement que ce système doit être entre les mains de la société, sans capitalistes ni bureaucrates.

Réfléchir sur cet Etat, qui se proclamait haut et fort " socialiste " et dirigé par un parti " communiste ", peut permettre d'avancer des éléments de réponse. Ces proclamations (à l'instar des mythes que d'autres Etats cherchent à faire entendre au monde) étaient indispensables pour légitimer le système devant son propre peuple et devant le monde extérieur. Mais ces déclarations ne résistaient pas à l'épreuve de la réalité, non seulement hors de Russie, mais en Russie même, où, après Staline, il existait une société urbaine, développée, éduquée, avec de très nombreux cadres expérimentés dans tous les domaines, y compris pour ce qui est de la gestion des affaires publiques ; cette société ne pouvait prendre le discours sur le " socialisme " pour la réalité.

Le drame, c'est que le poids de l'histoire n'avait pas été et ne pouvait pas être éliminé. La faune bureaucratique profondément installée, qui se multipliait dans la Russie tsariste, avait peut-être disparu pour ce qui est des individus, mais le phénomène avait tout simplement refleuré sous des formes adaptées aux réalités soviétiques.

Rien ne sert de se lamenter. L'Etat soviétique réclame une étude historique sérieuse. Une chose est claire en tout cas, il n'était pas socialiste. En revanche, ceux qui ont fait Octobre l'étaient. Les idées auxquelles ils croyaient et qu'ils ont mises en pratique restent aussi vitales qu'elles l'étaient alors, quand ils s'engagèrent, au beau milieu des craquements d'un pays et d'une nation en voie de décomposition, et refirent de la Russie un acteur de l'histoire.

Note(s) :

(1) La conquête du pouvoir (symbolisée par la prise du Palais d'hiver de Petrograd), où résidait le gouvernement provisoire) eut lieu dans la nuit du 6 au 7 novembre 1917, selon le calendrier grégorien qui fut adopté par la Russie quelques mois plus tard. Jusque-là, celle-ci utilisait le calendrier julien, dans lequel la révolution bolchevique se produit en octobre.

(2) Le débat sur la future URSS oppose Lénine (soutenu par les principaux dirigeants, de Grigori Zinoviev à Léon Trotski), partisan d'une " fédération " accordant un grand nombre de droits aux républiques non russes (seules la diplomatie et les affaires militaires seraient du ressort du pouvoir central), à Staline, qui défend l'idée d'une concentration des pouvoirs, les républiques non russes n'ayant qu'une autonomie de façade. D'où l'accusation lancée par Lénine contre Staline d'être le continuateur du chauvinisme grand-russe. Sur ce point, cf. *Le Siècle soviétique*, p. 35-51.

(3) J'entends par " stalinisme " uniquement la période où Staline était au pouvoir.

(4) Ivan IV (1530-1584), dit Ivan le Terrible, premier grand-prince moscovite à être officiellement couronné tsar, est considéré par certains comme l'un des hommes qui ont le plus contribué à la

grandeur de la Russie. Il est resté dans l'histoire comme un tyran sanguinaire du fait de sa cruauté (et, sans doute, de sa folie).

(5) En 1950, tous les anciens dirigeants du Parti communiste et de l'administration de Leningrad sont exécutés. Le principal accusé est Alexeï Kouznetsov, que Staline avait nommé secrétaire pour les cadres du parti. A ce titre Kouznetsov faisait figure de successeur potentiel de Staline. Le vice-premier ministre et dirigeant du Gosplan Nikolaï Voznesenski compte parmi les victimes.

(6) Sur la répression des Juifs soviétiques, qui se développe après la seconde guerre mondiale et culmine en 1953 avec l'accusation de complot portée contre les médecins (juifs) de Staline, lire Laurent Rucker, *Staline, Israël et les juifs*, Presses universitaires de France, Paris, 2001.

(7) Cf. *Le Siècle soviétique*, op. cit., p. 151-166 et p. 204-222.